

La «vertu financière» de certains conseillers aux Etats

Il y a parfois des coups de pied au c... qui se perdent! Cette phrase, vulgaire et peu polie, j'en conviens, m'est venue à l'esprit quand j'ai appris, en septembre dernier, qu'une majorité de parlementaires du Conseil des Etats refusait une amélioration sociale élémentaire envers les «entraîneuses» qui travaillent dans les bars et autres boîtes de nuit en Helvétie.

Ces Messieurs estiment en effet que ces jeunes femmes doivent obligatoirement boire de l'alcool jusqu'au petit matin avec les clients qui fréquentent ces établissement. Justification politique des députés de la Chambre Haute qui ont pris cette courageuse décision: «respecter le libre-marché et ne pas nuire au commerce des vins, des liqueurs et du champagne en Suisse»!

Le projet de loi qui leur était proposé voulait précisément donner une arme juridique aux entraîneuses afin qu'elle puisse défendre leurs droits face à leurs employeurs et boire autre chose que de l'alcool avec les clients qui se succèdent toute la nuit.

Les élections fédérales sont derrière nous. Au moment où j'écris cet éditorial (3 octobre), je ne sais pas si ces députés ont été réélus. Ils auraient mérité pourtant une «veste» monumentale. Dans leur campagne électorale, ils auront, la main sur le cœur, vanté les bienfaits de la santé pour tous et promis de lutter pour le bonheur de chaque habitant de ce pays.

Ils se fichent en fait complètement de la liberté et de la santé des entraîneuses dont beaucoup viennent des pays du Sud. Probablement, avec un air confit et mielleux, ils les plaignent d'avoir un triste métier, bien qu'elles soient, (quelle horreur!), «d'une moralité plus que douteuse»... Une belle goujaterie! Quand on renifle de l'argent à gagner, adieu justice et respect des personnes. Cet exemple édifiant nous aura au moins appris qu'une personne hypocrite et veule peut cacher un «honorable sénateur» de la Suisse officielle.

Bernard Bavaud

Le troc qui fait vivre...

par Gilbert Zbaeren

Plus un sou. plus de travail
Le chômage. l'inactivité
Laisser aller. la vie est lourde...

J'ai entendu dire qu'il y en a
Qui font autrement.
Qui se débrouillent...

Il y a tout un réseau d'un tas de gens
Souvent cultivateurs
Des fois éco-bio-pacifiques
Qui ont mis au point
Un système d'échanges
Où l'argent n'est plus la référence.

Tu viens travailler chez moi.
Tu viens m'aider à faire les foins
Fendre du bois. ramasser les pommes
Couler une dalle de béton.
Tu me donnes des leçons de piano.
De judo. de peinture. de soudure.
Tu me retapes mes souliers. ma voiture
Etc.. etc.
Il n'y a pas forcément de limites...

En contre partie je te donne...
Des «grains de sel».
De l'argent. personne n'en a
Dans ces réseaux...
Mais les services. le boulot
Ça se marque en «grains de sel».

C'est un troc différé
Entre des membres
Reliés par leurs besoins de vivre
Besoin d'exister. de manger.
Besoin de dignité.

«Cela rend un pouvoir d'achat
A ceux qui n'en ont pas
Cela rénove un lien social.
Redynamise la vie locale»
Disent ceux qui sont en train d'en vivre.

Dans certaines régions de France
Cela a réuni marginaux et locaux...
Des soixante-huitards
Arrivés il y a longtemps
Et des gens du pays.
Tous aux prises avec la conjoncture.

Un bulletin d'offres et de demandes
Renseigne chacun des membres
Plus de 100 personnes sont rattachées
A un réseau à certains endroits
Et des contacts sont établis entre
Plusieurs réseaux de régions différentes.
Chaque fois que des difficultés Economiques sont apparues
Chaque fois des chemins alternatifs
Sont aussi venus à la rescousse.

Des communes ont essayé. des villages
L'ont fait

Où ça?...

En Grande-Bretagne. aux Pays-Bas. en Allemagne. au Canada. en Nouvelle-Zélande. en Australie. en Pologne et pour la France. dans l'Ariège. en Dordogne. dans l'Hérault. Pyrénées Orientales. et des villes telle que Toulouse et Tours...

Cela demande quelques personnes prêtes à consacrer beaucoup d'énergie au fonctionnement de l'association puisque comme tous les réseaux. ce type d'association est fait de ce que les gens y mettent.

Il y a une règle d'or. la transparence. qui permet de réguler le groupe. chaque adhérent connaît l'état du compte en grains de son interlocuteur...

Souvent ces expériences sont bloquées par les administrations officielles qui craignent l'encouragement du travail clandestin. De toutes façons il y a un vide juridique par rapport à cette forme de renaissance de l'économie primitive qui casse les rapports de force de l'économie traditionnelle.

Mais elle redonne l'espoir à la vie.

Etre volontaire : un rôle sérieux

par Susy Greuter, d'UNITÉ (traduction de «Freiwillig heisst nicht für d'Chatz»)

L'intervention de spécialistes suisses ou européens dans les programmes de développement est-elle du parternalisme ou une nécessité? Cette éternelle question a été à nouveau officiellement débattue lors d'un séminaire de l'intercoopération. Elle fut déjà soulevée par l'élite intellectuelle des Etats en «voie de développement» au milieu des années septante. à une époque où le travail de coopération pour le développement était clairement institutionnalisé. C'était justifié puisque les institutions avaient parfois tendance à vouloir d'abord assurer leur propre perpétuité avant de mettre en place d'autres buts. Des spécialistes se sont investis dans cette tâche: cela doit-il continuer?

Mais n'allons pas aussi loin. Le Sud a fait remarquer depuis lors qu'il dispose de ses propres experts et quelques ONG* ont réagi déjà dès le début des années huitante. Les spécialistes et coordinateurs d'origine suisse ont été peu à peu remplacés par des spécialistes locaux. Et ce n'est pas un mal. comme le soulignent ces organisations. Les difficultés de la **transcription** des besoins culturels particuliers des sociétés en voie de développement en **programmes** et le problème des planifications élaborées au Nord pour des **projets** intégrables culturellement et socialement pour chaque pays, doivent être prises en compte de façon plus approfondie par les ONG. Cela constitue un pas important vers une meilleure compréhension.

Les autres organismes. y compris les organismes gouvernementaux de coopération. ont réagi au moins de façon implicite sur le fait que les trois décennies consacrées au développement n'ont pas été si vaines: les pays du Sud bénéficient tout de même d'une base étendue de gens formés. Alors qu'il y a 15 ans. la DDA envoyait à elle seule environ 300 experts suisses (les experts femmes étant alors plus rares). ils ne sont plus que 80 aujourd'hui et les autres organismes. gouvernementaux ou non. la suivent dans cette démarche qui consiste à diminuer le nombre d'experts issus de pays industrialisés.

On pourrait presque dire que ce sont les organisations de volontaires. dont les principaux représentants sont réunis au sein d'UNITÉ. qui ont le plus de peine à réagir face à ce changement de situation. En effet. dans les années nonante. ces organisations n'ont réduit que d'un septième leur envoi de volontaires par rapport aux années huitante (en moyenne environ 200 volontaires durant les années nonante. contre 270 durant les années huitante).

Sommes-nous les plus lents à réagir? Cette question ne nous concerne pas totalement. car **notre engagement ne se résume pas seulement à un développement sur le plan technique ou institutionnel**. Nous persistons dans le fait d'envoyer des spécialistes. même dans les cas où il s'agit d'experts qui fondent des garderies d'enfants dans les communautés. comme le font ici les «mères au foyer». quand c'est nécessaire. A une époque où. dans les pays du Sud. le nombre d'enfants livrés à eux-même ne cesse de croître. nous soutenons cet élan de mesures préventives.

Les volontaires participent au développement des communautés dans lesquelles ils ont été envoyés. Dès que c'est possible. ils forment des gens dans le cadre du projet ou des asso-

*ONG signifie Organisation non gouvernementale

ciations, afin qu'ils puissent à leur tour perpétuer l'action entreprise et apporter un souffle nouveau. A ce sujet, un groupe d'Interteam a écrit dans leur bulletin «Austausch»: «Les coopérants (...) ne peuvent être chefs et gérants des projets». **Ils sont même toujours plus sollicités**, mais rarement dans les capitales, là où ils pourraient effectivement concurrencer les élites locales, et jamais dans les grands projets où de grosses sommes d'argent sont brassées et où les experts locaux ont droit à un salaire correspondant. Les volontaires doivent être des «artisans de la solidarité», des coopérants qui acceptent d'être envoyés là où les experts locaux sont difficiles à mobiliser, en raison d'un lieu d'engagement trop éloigné ou d'une population trop marginale par rapport à ce qu'ils s'étaient représentés. Ces endroits ne peuvent espérer connaître un essor économique rapide. On gagne plus à mettre à l'abri les parties de la population qui sont en danger, à les sauver de la spirale de la misère, à les mobiliser. Même là où des ONG locales se sont créées, tout doit être entrepris pour que les fractions marginalisées de la population demeurent associées aux actions et se sentent intégrées dans le cadre de l'internationalisation de la société et de son marché.

Raisons en faveur de l'intervention de volontaires

Trois raisons évoquées par les pays du Sud ont été déterminantes pour inciter les organisations regroupées dans UNITÉ à lancer un appel à leurs coopérants et à entreprendre des démarches.

La première de ces raisons est donnée par Ruth Weiss dans ses remarques sur la renaissance de ce qui était autrefois son pays, l'Afrique du Sud: «...Des programmes ruraux d'entraide furent accélérés... Cependant, la tentative qui consistait à laisser les groupes de base organiser les projets a échoué: la capacité d'entreprendre n'était tout simplement pas là. Les travailleurs ruraux sont opposés au principe d'entraide, même losque nous faisons appel à une main d'œuvre locale. Mais nos gens ne sont pas formés: ils doivent d'abord apprendre à s'organiser. Les faits sont là, dus à l'apartheid, et ils sont surtout à prendre en compte dans les «homelands», explique Trueman Thandabantu Goba, conseiller de IDT». Un tel appel milite d'autant plus à l'engagement de volontaires d'associations. Mais la première question est certes de savoir si une équipe de formation pour de telles actions peut être trouvée et recrutée dans d'autres régions du pays. Ce n'est pas toujours le cas, car les gens du pays devraient être aussi des «artisans de la solidarité» pour pouvoir être recrutés. L'appel moral, qui devrait les inciter à accepter, ne suffit souvent pas. De plus, le recrutement de personnes issues d'autres couches de la population ne rend pas toujours service aux groupes de base qui sont fragiles, car cela peut provoquer un sentiment d'orgueil.

C'est cet aspect que défend le Révérend camerounais Ela, lui-même coordinateur des activités principales dans le Nord Cameroun, région très isolée. Il incite fortement les volontaires issus des pays industrialisés à intervenir et cela nous donne une deuxième raison de réagir: «Un volontaire, par son extériorité, paraît plus désintéressé et sera mieux accepté pour accompagner la mise en route de communautés... Il est plus facile de se laisser animer par des personnes neutres qui se placent audessus des préséances, des intérêts personnels et des tensions internes...»

La troisième raison qui peut motiver les organisations de volontaires à recruter plus de volontaires suisses est donnée à nouveau par le Révérend Ela: «Il faut viser à un vrai dialogue des cultures et des sociétés. Le volontariat peut contribuer à mettre des sociétés en état de réceptivité, de réciprocité. Les volontaires sont parmi ceux qui font les liens. On ne peut constuire ces liens seulement autour des finances.»

Ce que nous entendons par «développement»

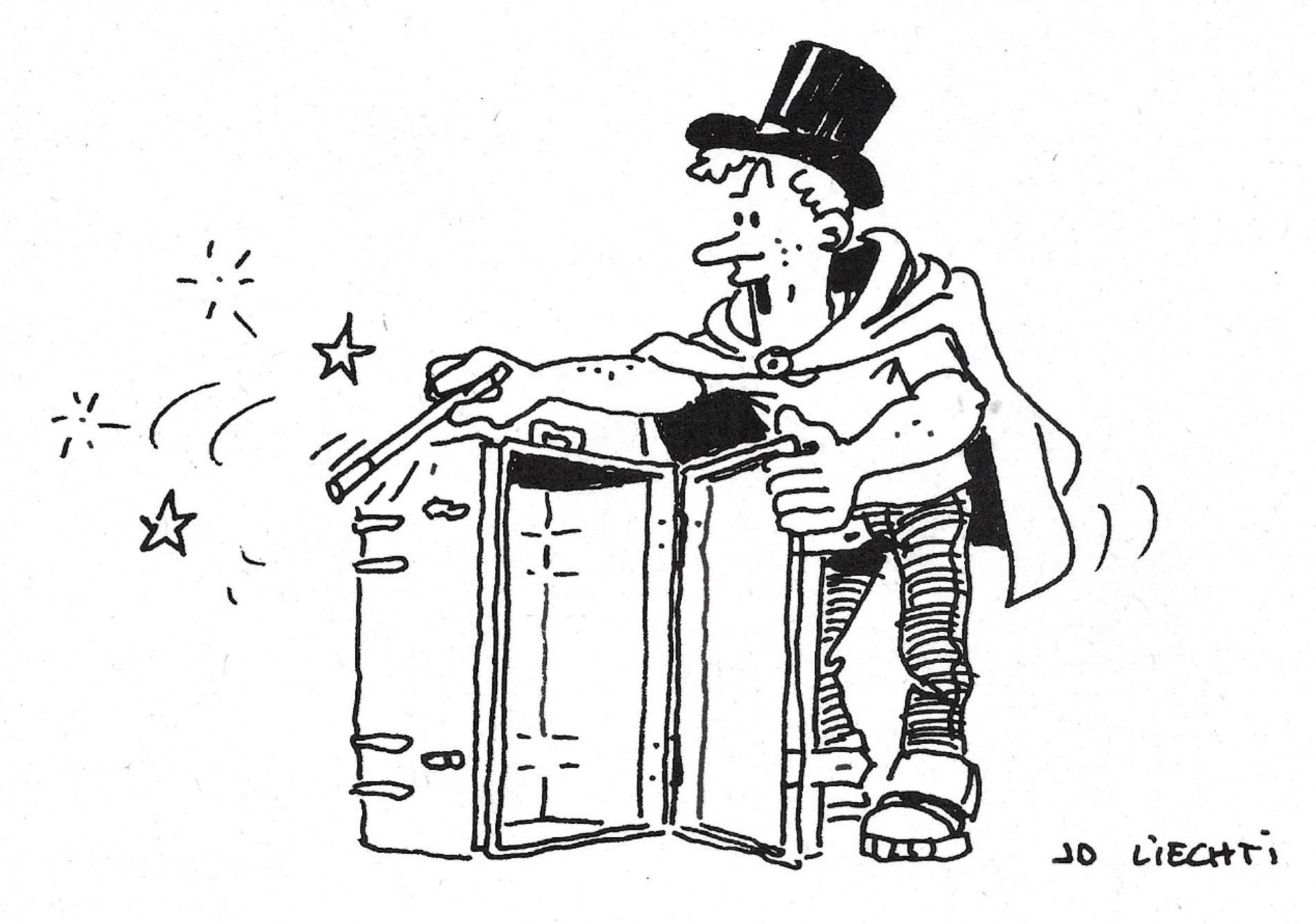
Le concept de développement, essentiel pour toutes les organisations de volontaires, et la réponse à cette problématique est la suivante: le développement est d'abord perçu comme un processus de croissance et d'intégration au sein d'une société plus ouverte et d'une économie à plus grande échelle. La création de contacts permet d'engendrer un processus de socialisation. Le Nord doit les développer afin de ne pas mettre en danger la vie dans cette partie du monde, et le Sud pour ne pas tomber dans la misère (car qu'est-ce que le Rwanda, sinon de la misère?).

Dans les pays du Sud, la socialisation est davantage l'affaire des femmes. Les volontaires sont-ils considérés comme non-professionnels du fait de cette féminisation des objectifs? En effet, la question de savoir si une partie de l'ancrage du travail de coopération se perd avec un certain professionnalisme (sujet abordé dernièrement dans le «Südwind») a été débattu dans les organisations de volontaires, mais c'est aujourd'hui moins d'actualité. «Quand quelqu'un dispose du profil professionnel, on court le risque de générer une structure hiérarchique. L'important est que l'échange s'établisse sur un

même niveau. L'attitude des volontaires est très importante. Nous avons besoin de gens ouverts d'esprit» (E. Menardo, directeur d'une ONG philippine).

Mais de nombreux reproches sont faits quant au travail exécuté par les volontaires: l'efficacité de ce travail n'est pas mesurable à court terme, puisqu'il est trop étroitement liés aux paramètres caractériels, historiques et physiques des participants. La notion d'efficacité, valeur de base de notre économie, se trouve toujours en conflit avec les buts fixés dans le travail de coopération. Elle a fréquemment été l'objectif secret des interventions (même si elle n'apparaissait pas en grande partie dans les programmes d'entraide suisses). Mais il s'agit sans conteste d'une valeur suisse aussi et une tentation de l'imposer en priorité. Les volontaires doivent alors apprendre systématiquement, avant d'aborder efficacement leur tâche, qu'«une meilleure sensibilité vis-à-vis des gens se concrétise d'abord par un changement dans ce que j'attends d'eux, et de l'analyse critique de la pression du succès que je me suis moi-même fixé» (un coopérant d'Interteam). Et «le travail à la base est indivisible. On doit vivre comme les gens et être crédible. Cela ne laisse que peu de place à l'efficacité» (une coopérante d'Interteam).

«Vivre comme les gens» implique moins d'efficacité, mais aussi un autre regard qui permet de discerner quels sont les buts et les valeurs que les partenaires vont d'abord mettre en place. Puis on découvre que les objections émises contre un projet ne paraissent plus aussi insensées. C'est alors seulement que le fait de se mettre à la place d'autrui accompagne et aide les co-



opérants de façon à ce qu'avec le groupe ils trouvent un juste milieu. «Vivre avec les gens» signifie pouvoir apprendre. Et selon l'avis unanime des organisations de volontaires, apprendre est la condition principale pour qu'une socialisation et un développement mutuels soient possibles. C'est pourquoi les organisations de volontaires gardent le modèle de salaires adaptés au pays d'accueil, qui permettent l'élaboration d'un étalon correspondant à peu près au salaire local de technicien. Certainement qu'avec les assurances modérées qui ont cours en Suisse, nos compatriotes font toujours mieux que nos partenaires. Il est cependant important d'apprendre qu'au milieu de toute cette humilité, il y a encore matière à rire: apprendre ce qui est superflu.

Ces images directrices sont souvent perçues en gémissant. Elles sont difficiles à satisfaire et suscitent alternativement un besoin de repères. Elles ont subi l'influence des témoignages d'origines diverses: des «Padres», qui n'étaient pas toujours si paternalistes, d'Albert Schweitzer, de Paulo Freire. Mais il s'agit ici de guides qui ne sont pas toujours suivis.

«Au niveau de l'injustice dans le monde, mes neufs années passées à B. n'ont rien changé. Au mieux aurai-je permis à quelques personnes de lutter plus énergiquement pour plus de justice» (un volontaire d'Interteam).



Ma foi, je partage...

par Olivier Labarthe, directeur du Département témoignage et solidarité, Eglise nationale protestante de Genève

C'est à l'invitation de la Communauté évangélique protestante africaine, que j'ai accepté de participer à un culte africain en plein Genève et d'y prononcer la prédication. Je me rendis donc au temple de Châtelaine, un dimanche après-midi à 16 heures. Ma femme m'avertit «tu verras avec les Africains, tu ne seras pas de retour avant 19 heures!».

Dans une ambiance très communautaire, la célébration commence par des chants repris en chœur, par des chants du chœur repris par l'assemblée et par des chants du chœur des enfants.

Musique et tam tam font peu à peu un bruit terrifiant au point que la louange est dominée par l'impression que la joie des enfants de Dieu est là soit pour réveiller soit pour acclamer leur Père et Seigneur.

Expression culturelle, manifestation communautaire pour dire sa joie d'être ensemble, tout se mêle dans un temps de louange bien différent de nos prières «européennes».

Dans cette louange c'est tout un peuple qui se met en marche, qui s'enracine dans la présence du Seigneur.

Après une heure de chants et d'intégration communautaire, vient une longue prière d'intercession dans laquelle chacun peut exprimer ses propres préoccupations ou requêtes. Mais toutes les prières se font simultanément. Un immense brouhaha jaillit de la communauté en prière. Chacun pour soi, et pourtant tous ensemble, dans un tissage de voix assez hallucinant.

Vient le temps de la prédication. Je m'efforce d'entrer dans cette expression vivante. Chaque parole forte est ponctuée par un «amen» retentissant.

Un cantique marque le temps de l'offrande. Chacun s'avance vers le tronc posé devant la table de communion. Une nouvelle fois l'image d'un peuple en marche s'impose avec cette joie de voir chacun y prendre sa place.

Diverses annonces finales permettent au pasteur de mettre en évidence la responsabilité des fidèles au sein de la communauté et de les encourager à participer aux diverses rencontres de prières et de chants prévues au cours de la semaine.

Il est 18 heures 30. Ma femme avait raison. Emporté par la célébration j'ai perdu la conscience du temps, mais j'ai gagné la découverte d'une autre manière de célébrer le Seigneur.

A la suite de cette célébration, j'ai voulu rencontrer quelques membres de la communauté évangélique protestante africaine. Plusieurs sont à Genève depuis plus de 10 ans. La plupart d'entre eux ont un emploi, d'autres sont au chômage ou requérants d'asile.

Ces frères et sœurs, arrivés généralement comme requérants d'asile, avouent leur désarroi lors de leur venue en Suisse. Ils étaient comme dans un nuage.

A côté de toutes les questions qui se posaient à eux, ils devaient aussi résoudre leur problème spirituel. Certains se sont alors tournés vers quelque marabout, d'autres vers les paroisses genevoises. Or la manière «étrange» de célébrer le culte réformé ne leur a guère permis de vivre pleinement leur quête spirituelle. Il y avait comme un arrière goût d'insatisfaction. L'accueil, aussi chaleureux fut-il, ne correspondait pas à la densité des liens communautaires et affectifs attendus. Beaucoup ont alors erré de paroisse en paroisse jusqu'au jour où ils ont entendu parler d'un pasteur africain qui animait une communauté.

Cette rencontre a souvent été décisive, tant à cause de la disponibilité du pasteur que de l'accueil des membres de la communauté évangélique protestante africaine. Après avoir fait l'expérience du déracinement, non seulement géographique et culturel, mais encore spirituel, ils pouvaient vivre dorénavant le temps de l'enracinement, une nouvelle espérance.
Tous ces témoignages ainsi recueillis, se complètent mutuellement. Ils manifestent l'importance de la communauté africaine comme lieu de ressourcement. Elle est comme une étape décisive de leur intégration en Suisse, une sorte de passage obligé de la première génération avant leur insertion dans nos paroisses locales. Cette démarche n'est somme toute pas différente de celle qui a vu au XVII[e] siècle la création d'une Eglise luthérienne à Genève ou celle de paroisses de langue française en Suisse alémanique. Faut-il se souvenir que l'on ne prie bien que dans sa langue maternelle et que nombre de Confédérés ont modifié considérablement leur engagement spirituel à la suite d'un déménagement?

Ce même cheminement a aussi été suivi par le pasteur de la communauté. Dès son arrivée à Genève, il a d'abord cherché à s'intégrer à une paroisse locale où il a offert ses services. N'obtenant pas de réponse, il s'est dirigé vers l'Armée du Salut. Là où il aurait pu participer à une campagne d'évangélisation, mais pour ce faire, il aurait dû revêtir l'uniforme. Cette contrainte lui fut inacceptable. L'uniforme est trop symbolique de l'armée ou de la police pour un Zaïrois. Il décida alors de se mettre directement à l'écoute des Africains. Il créa sa propre communauté afin de donner à ses frères et sœurs un lieu où exprimer leur foi. Cette démarche, qui peut surprendre, s'inscrit dans la mouvance de sa formation pentecôtiste, qui voit dans la création d'une communauté le signe de l'authenticité de la vocation pastorale. Cette dimension missionnaire par éclatement successif de communautés méritera toute notre attention le jour où l'on voudra soit faire l'histoire des communautés africaines en Suisse, soit organiser une conférence rassemblant toutes les communautés africaines de Suisse.

Aujourd'hui dans la communauté évangélique protestante africaine de Genève, ils sont une centaine à se réunir chaque dimanche pour le chant, la prière et la prédication. Ils ont besoin de ce temps pour dire leur confiance en Dieu et pour se savoir à jamais entre ses mains. Aucun d'entre eux ne sait de quoi demain sera fait. Leurs engagements professionnels sont souvent précaires. Certains sont au chômage, d'autres encore au bénéfice d'un permis X.Y.Z. Malgré cette fragilité économique, malgré les déchirements familiaux qu'ils rencontrent, ils ont cette assurance que Dieu a un projet pour eux. Ils en sont reconnaissants.
Cette disposition d'esprit qui a parfois un air de passivité nous interroge, nous qui sommes rongés par l'activisme. Nous qui avons appris que si la foi transporte les montagnes nous devons nous mettre à l'ouvrage sans tarder! Des gens du sud nous vient cette sagesse de réapprendre à vivre de la miséricorde de Dieu, totalement et exclusivement. Cette ascèse n'est pas évidente, elle nous dérange, elle nous fait du bien, car elle nous oblige à tourner nos regards vers l'essentiel.

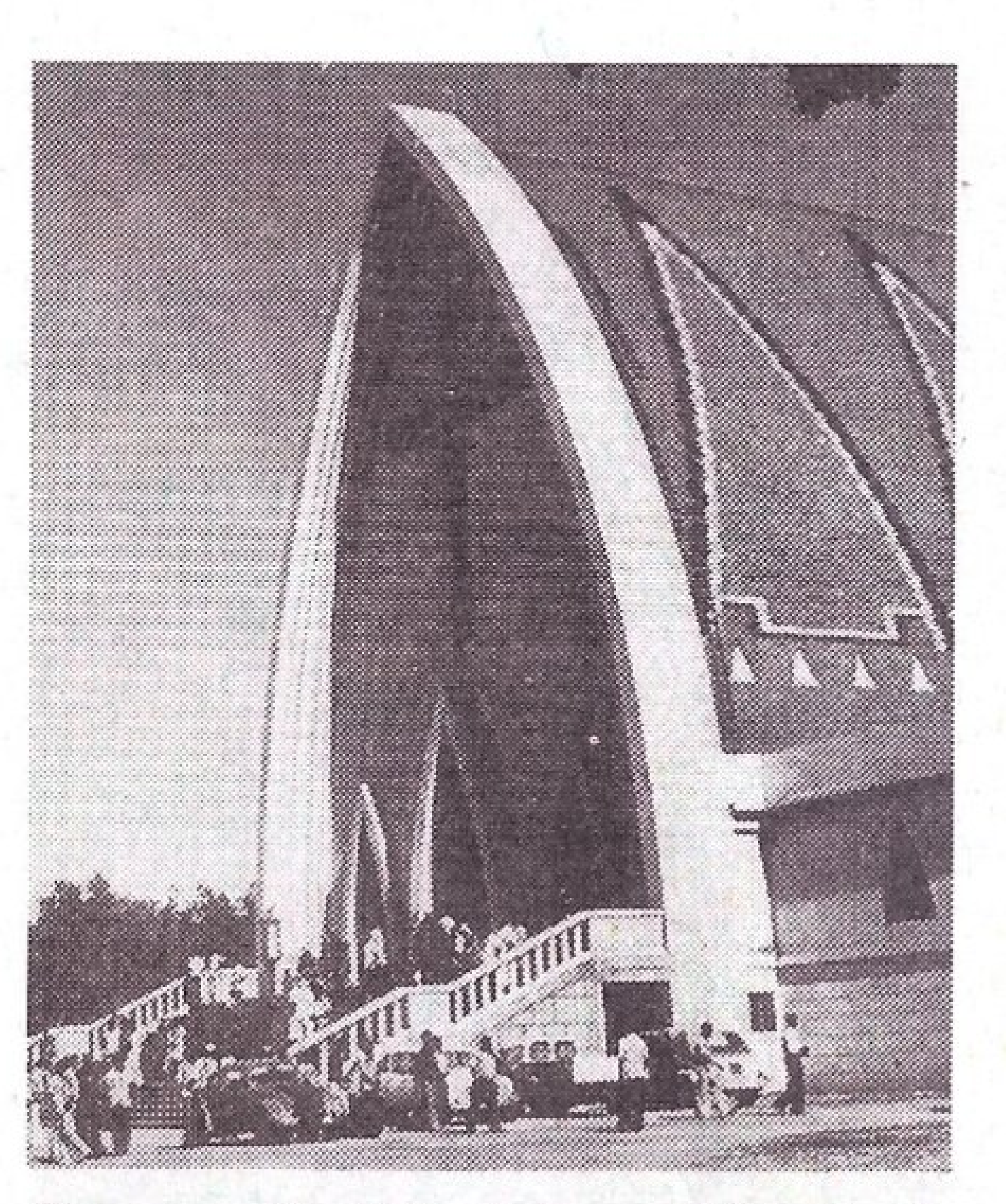
Le ventre plein du boa

par Noël Nétonon Ndjekery

Du 4 au 19 juillet dernier, j'ai effectué un «parcours du combattant» à N'Djaména. Il est difficile en une petite quinzaine de s'imprégner suffisamment des réalités locales pour en tirer l'essence. J'ai néanmoins rapporté de ces semaines intenses des impressions saisies sur le vif qui ne sauraient être pleinement appréhendées sans être rapportées aux 14 années que j'ai passées loin du Tchad.

Une capitale en rupture de modernité

Il en est des villes comme des hommes: elles naissent, croissent et finissent par retourner à la poussière. Naissance, croissance et mort: à quel stade de développement se trouve N'Djaména aujourd'hui? La perle de Chari[1] est plus peuplée et plus étendue qu'elle ne l'était une décennie plus tôt: l'insécurité, davantage exacerbée dans l'arrière-pays, est grande pourvoyeuse d'habitants pour la cité. Mais, faute de politique cohérente d'urbanisation permettant d'absorber décemment cet afflux, la capitale continue à perdre en modernité ce qu'elle gagne en superficie. Alors, elle trahit une tendance chaque jour plus marquée à la régression: les édifices publics semblent se décrépir à vue d'œil; les nids de poules prospèrent dans les rues qui, elles-mêmes, dégorgent par endroit les eaux usées; l'insalubrité confine carrément au miasme dans les quartiers non viabilisés de la périphérie. Les seules infrastructures assimilables à un lien ténu entre la capitale et cette fin de millénaire sont généralement anciennes et, quoique laborieusement réhabilitées, n'ont guère recouvré que l'ombre de leur splendeur passée: le «gratte-ciel» de Moursal[2], la Grande Mosquée, le Musée National, le Palais du gouvernement, etc. Parmi ces monuments passablement défraîchis, le nouvel immeuble de la B.E.A.C.[3], l'imposant Palais du 15 Janvier ou le complexe de la pittoresque Université islamique font figure de constructions extraterrestres échouées sous le soleil des tropiques. Essaim de paradoxes, N'Djaména comporte au moins un secteur dont



De ce qu'était la belle cathédrale de N'Djaména il ne reste plus que le socle et l'arche. (Source: indéterminée)

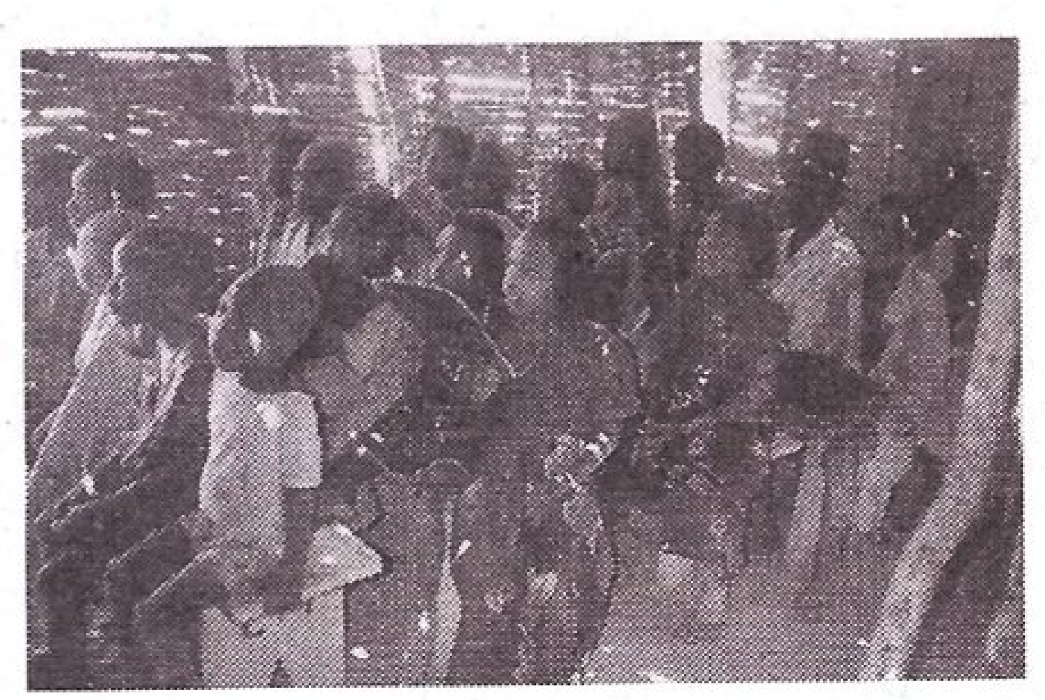
la croissance est indéniable: la rouille au sens large. Il serait bien entendu utopique d'attendre d'une ville qui a souffert tant de guerres qu'elle rivalise avec Abidjan et Johannesburg dans la conquête du ciel ou dans l'érection de rutilantes pyramides de marbre et de béton: un pays comme le Tchad a des besoins autrement plus urgents à satisfaire que l'édification d'ouvrages pharaoniques. Mais qui a connu cette capitale dans sa pauvreté digne et propre d'autrefois ne peut être que bouleversé par la misère et la crasse dans lesquelles elle croupit aujourd'hui.

Une capitale, deux villes jumelles!

Comme au plus fort de la période coloniale, la ville est aujourd'hui scindée en trois: certains emploient les termes pour le moins inattendus de «Beyrouth-Est» et de «Beyrouth-Ouest» pour parler des entités à prédominance respectivement nordiste et sudiste: dernière composante de la triade, la zone administrative continue de servir de lieu de rencontres et parfois d'échanges entre les deux premières. La référence à Beyrouth

[1] Fleuve qui arrose N'Djaména
[2] Quartiers de N'Djaména
[3] Banque des Etats de l'Afrique centrale

est aussi symbolique qu'anachronique: à l'heure où dans la capitale libanaise, les coups de canons ont depuis longtemps fait place au bourdonnement des pelleteuses, il est étonnant que l'on persiste sur les bords du Chari à associer son nom à la guerre. Quoi qu'il en soit, les deux parties jumelles de N'Djaména qui veillent à ne pas trop s'étreindre dès la nuit venue, rappellent, toute proportion gardée, une autre grande ville à une autre époque: le Berlin des deux Allemagnes. Osons en effet la translation: tombé avec fracas à Berlin, le Mur semble s'être transposé dans sa version invisible au cœur de la capitale tchadienne.



Les écoles surpeuplées sont un luxe hors de prix... (Source: Tamiromti)

Entre les pierres et l'esprit

De même qu'un homme ne se réduit pas à sa chair, de même une ville ne peut se résumer à ses pierres. N'Djaména, c'est donc aussi ceux qui la font, ceux qui lui donnent une âme. Une âme cosmopolite, frondeuse, parfois amère et agressive, souvent joyeuse malgré tout. Une âme conforme à celle du pays même, puisqu'en permanence traversée par les passions et les contradictions de la vie nationale toute entière.

La division physique de la ville évoquée plus haut se retrouve de manière plus pernicieuse dans les mentalités. En effet, les diversités ethniques et confessionnelles que Hisseine Habré[4] et sa clique ont, les premiers, ouvertement inoculées de haine, instrumentalisées et mises au service de leurs desseins politiques restent toujours au goût du jour. Elles demeurent d'autant plus vivaces que la fuite du dictateur n'a été suivie d'aucun véritable procès de nature à marquer une rupture avec l'ordre ancien: la plupart de ses tortionnaires, assurés de toute impunité, se pavanent aujourd'hui dans les rues et jouent parfois aux exhibitionnistes dentaires face à leurs anciennes victimes: pire encore, certains ont même repris du service! Mise à part la profession de foi démocratique scandée de manière incantatoire, tout se passe comme si ceux qui sont actuellement en charge du pays s'inscrivent dans la continuité du régime précédent et s'inspirent de son héritage.

Ayant échoué globalement à provoquer l'effet de catharsis que l'on espérait, la C.N.S.[5] n'a pas non plus su créer les conditions du refus de ces antagonismes. Mais avait-elle vraiment la volonté et les moyens de «vider le ventre du boa»? Tenue en l'absence de composantes majeures de l'opposition armée, n'était-elle pas d'avance, elle-même, vidée de sa substance? Une certaine classe politique ne s'était-elle pas, consciemment ou non, efforcée de garantir la survivance de ce qui lui a jusqu'à ce jour servi de fonds de commerce?... Quoi qu'il en soit, une chose me paraît certaine: l'air n'est pas franchement à la communion patriotique et fraternelle sur la rive droite du Chari. Et ce n'est pas un hasard si le débat sur la forme de l'Etat n'y a jamais été aussi intense qu'en ce moment.

[4] Ancien Chef de l'Etat contraint à un exil doré à Dakar

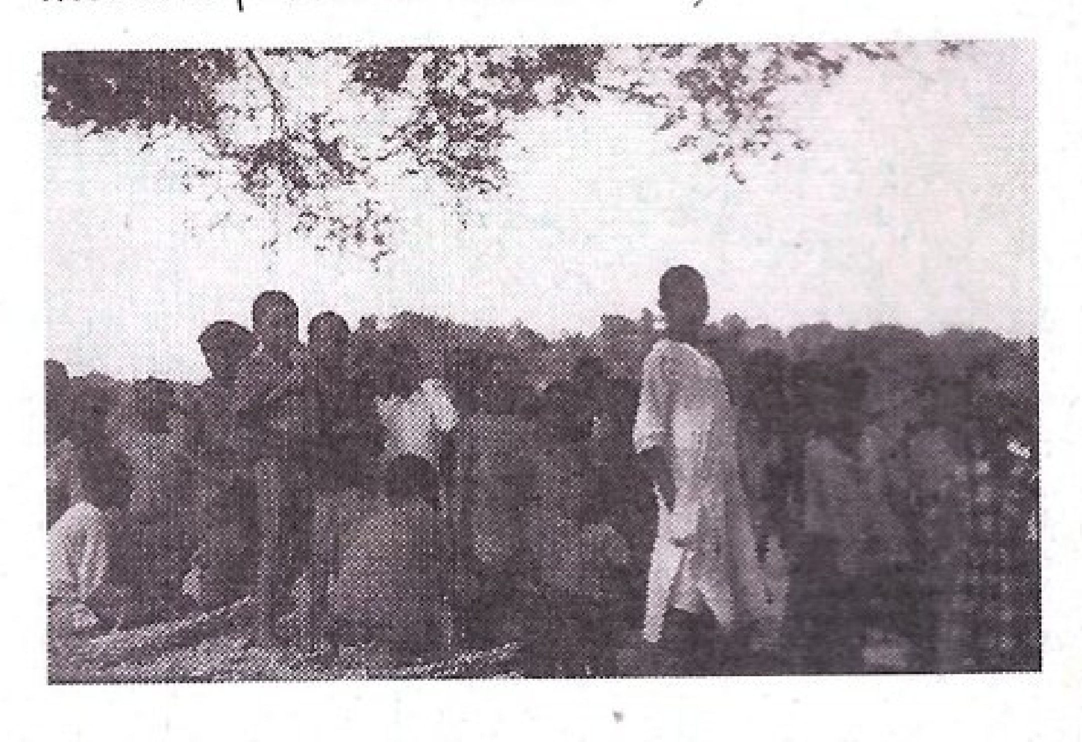
[5] Conférence nationale souveraine

Une vache laitière parmi d'autres

L'idée d'une fédération, peu porteuse il y a une décennie, s'est nourrie des troubles endémiques que connaît le pays et a prospéré au point de devenir incontournable: des factions politiques ou militaires s'en réclament publiquement: une partie de l'intelligentsia la considère comme la panacée: des «Conférences Nationales», restreintes généralement à la clientèle d'un bar ou à un attroupement informel lui sont régulièrement consacrées.

Ses partisans et ses opposants sont, à quelques ayatollahs près, au moins d'accord sur une chose: compte tenu de l'immensité du pays, du peu de moyens de communication qui l'innervent, des mosaïques de cultures, de tribus, de langues et de religions qu'il intègre, la nécessité de rapprocher certains centres de décisions du citoyen moyen s'impose car la forme actuelle de l'Etat est l'une des vaches laitières du drame tchadien. Le diagnostic étant clairement posé, on s'attendrait à ce que la médication coule de source. Erreur! Vidée des tranchées, la nouvelle guerre de N'Djaména s'est portée sur le front de la terminologie: «Etat fédéral, point à la ligne» pour certains: «Etat unitaire fortement décentralisé ou rien» pour les autres. Les premiers jurent que la fédération est le corollaire obligé d'un bilinguisme et d'une

... pour des enfants souvent livrés à eux-mêmes. (Source: Tamiromti)





quasi parité religieuse devant être assumés à la satisfaction de tous. Les seconds rétorquent qu'elle n'est qu'un pas vers la sécession. Compte tenu de la salive massivement perdue pour alimenter la controverse, le taux d'humidité n'est pas prêt de baisser à Farcha[2], Bololo ou Moursal!
En attendant que d'éventuelles assises nationales la tranchent une fois pour toutes, cette polémique a cependant le mérite de prouver une chose: tant que notre pays n'aura pas tenté l'expérience de la fédération, celle-ci n'aura de cesse de le hanter comme la nostalgie d'un paradis virtuel.

Le cartel de N'Djaména

A regarder des compatriotes discuter sans en venir aux mains d'un sujet aussi passionnel que la forme de l'Etat, je me prends à rêver. A rêver du régal que pourrait être la vie politique de ce pays sans la tendance à faire intervenir la kalasch[6] dans les débats qui tient chez certains de nos barons du réflexe de Pavlov.

[6]Diminutif de Kalaschnikov, fusil d'assaut russe

La relève de ces adeptes du «vote à main armée» semble malheureusement assurée puisqu'une partie des enfants nés durant les quinze dernières années se profile déjà comme leurs héritiers présomptifs. Incarnant jusqu'à la caricature la culture de violence qui prévaut dans le pays, ces successeurs en herbe se recrutent surtout dans les rangs de jeunes criminels surnommés «Colombiens» manifestement pour souligner leur double rôle de consommateurs et de trafiquants de drogues. Spoliés de leur enfance par la guerre, laissés-pour-compte d'un système éducatif en pleine déliquescence et d'une structure familiale en voie d'atomisation accélérée, ces malheureux, grégaires en diable, vivent aussi des rezous[7] urbains: il ne passe pas de nuit sans qu'ils enrichissent leur légende de cambriolages, d'agression contre des ivrognes ou des personnes isolées, de viols et parfois même de meurtres. Dans dix ans, c'est-à-dire demain à l'échelle d'un Etat, cette génération dite «balles perdues» sera en âge de prendre en mains la chose publique: qu'en fera-t-elle si entre-temps rien ne vient tempérer l'esprit de la jungle dont elle a été nourrie jusqu'à présent?

[7]Technique ancestrale de guerre du désert réhabilitée et modernisée par les chefs militaires tchadiens d'aujourd'hui

Une arène politique surpeuplée

S'il fallait, contre l'afro-pessimisme ambiant, nommer un seul progrès imputable au continent noir, un unique pas en avant qui ne souffre aucune contestation, je citerai d'emblée le fait que les peuples n'y croient plus à l'Homme Providentiel. En effet, les Dada, Mobutu, Bokassa, Habré et autres Doe ont été et continuent d'être à ce mythe ce que les termites sont au bois. De ce fait, hors de rares groupuscules nostalgiques du Parti Unique, se faire proclamer Messie ou se poser comme tel ne fait plus recettes en politique aujourd'hui à N'Djaména: ça et là émergent certes des individus dont le charisme et l'intégrité sont reconnus, mais plus personne n'est perçu comme «Génie des Tropiques», «Grand Compatriote Aîné» ou «Faiseur de Je-ne-sais-quelle-pluie». Les démagogues ne sont pas pour autant en voie d'extinction: la manie de créer de nouveaux partis dont souffrent les N'Djaménois leur fait au contraire la part belle.
Au dernier dénombrement, pas moins d'une cinquantaine de partis composent l'opposition légale au Tchad. Au lieu de fusionner, ceux-ci ont tendance à se reproduire, d'où une profusion de sigles qui désignent autant de clones lancés à la conquête du pouvoir. En effet, les formations bien structurées, tant sur le plan de la pensée que de l'organisation, se comptent sur les doigts d'un manchot: toutes les autres sont des temples sans esprit qui ne proposent aucun véritable projet de société au pays; beaucoup de factions ne se-

raient d'ailleurs que de vulgaires appendices du M.P.S.[8], le parti du Chef de l'Etat, créées dans le seul but d'atomiser et de fragiliser l'opposition. Dans ce contexte, les élections présidentielles et législatives prévues pour l'an prochain pourraient permettre de trier le bon grain de l'ivraie. Mais, et le pouvoir, et l'opposition redoutent le verdict des urnes parce que précisément il établira le poids politique réel des uns et des autres. Or, en l'absence de tout sondage fiable, de grosses surprises sont à craindre des bulletins de vote. Même le parlement provisoire, le C.S.T.[9], est suspecté de retarder cette échéance qui marquera la fin des privilèges dont jouissent ses membres. Le suffrage universel apparaît dès lors comme une porte ouverte sur l'incertitude qu'une bonne partie des acteurs politiques se hâtent très lentement de franchir. L'opposition armée fait en plus tout pour la refermer: exclue de facto des consultations annoncées, elle leur dénient d'avance toute légitimité.
Quelle que soit leur issue, il est évident que ces scrutins n'amorceront pas la fin de la crise tchadienne. Ils pourraient toutefois en jeter les bases s'ils se passent de manière régulière et, surtout, s'ils favorisent l'émergence au sommet de l'Etat de vrais démocrates, c'est-à-dire d'hommes convaincus d'une chose: le vrai pouvoir, le plus noble, est celui qui se conquiert au fond des urnes, et non son ersatz qui se cueille au bout des armes.

[8]Mouvement populaire du salut: parti au pouvoir au Tchad

[9]Conseil supérieur de transition

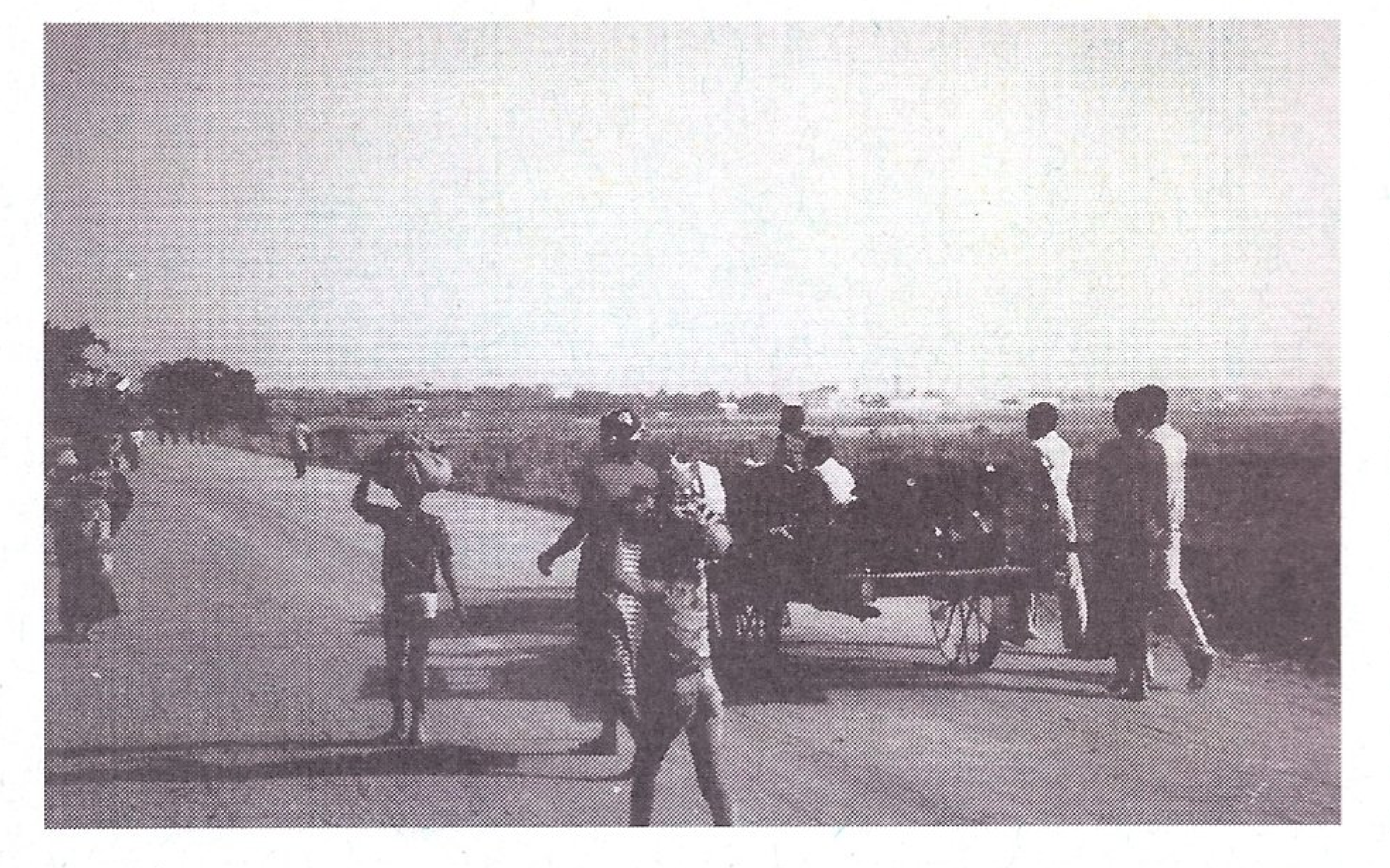
Une lueur d'espoir

Si la vitalité d'un pays se jugeait uniquement aux gesticulations de sa classe politico-militaire, ce serait à désespérer du Tchad. Il n'en est rien, Dieu merci! Et un bouillonnement dont le souffle bienfaisant balaie N'Djaména est porteur de beaucoup d'espérance: c'est l'émergence de la société civile. Organisations non gouvernementales, associations de défense des droits de l'homme, syndicats, journaux indépendants ne se contentent pas de dénoncer les carences et les outrances de l'Etat ou des factions, mais s'efforcent aussi d'y apporter des réponses concrètes: les jeunes Tchadiens, souvent au péril de leur vie, sont de plus en plus nombreux à sortir les droits des livres pour les mettre au service de leurs compatriotes, à susciter autour d'eux, par leur propre exemple, le désir de prendre son destin en main. Et cet admirable engouement est ce qui s'est produit de mieux sur les rives du Chari depuis l'indépendance: moins spectaculaire que le développement du PMU, mais plus durable et plus considérable dans ses répercussions, il influera sur toute la décennie et porte déjà le levain dont le Tchad aura besoin pour affronter le troisième millénaire.

Un essaim de points d'interrogation

La route sera cependant longue jusqu'aux lendemains qui chantent. Beaucoup de N'Djaménois n'ont plus malheureusement ni le temps, ni le loisir d'en rêver en butte qu'ils sont avec une administration rendue aboulique par le cumul de salaires impayés et la corruption. En butte qu'ils sont avec les gardiens du désordre. En butte qu'ils sont avec la précarité aux plans alimentaire, sanitaire et sécuritaire. Si c'est là le lot quotidien des habitants de la capitale, qu'en est-il des tourments dévolus aux citoyens qui vivent en province? En d'autres termes, si la vitrine est sale, quelles immondices nous réserve l'arrière-boutique?... Pour finir, je ne résiste pas à poser la mère de toutes les questions qui m'ont pris en chasse: continuera-t-on encore longtemps à entendre cette boutade affligeante de fatalisme qui semble être chez nous le justificatif à tous les errements: «Ce n'est pas un pays normal: c'est le Tchad!»?

L'insécurité vide les campagnes au profit des villes. (Source: Ndjekery)



Naissances

Une petite fille est née le 11 août 1995 dans le foyer de Dominique et de Lilliam Ruegsegger-Downs Galeano, volontaires au Nicaragua. Elle se prénomme **Maria Amanda**.
Leur adresse:
Apartado O.R.-99 – Managua

Ludovic, né le 2 août 1995 au foyer d'Olivier et Pascale Souvay, anciens volontaires au Brésil.
Leur adresse:
8, allée des Platanes
31270 Villeneuve Tolosanne
France

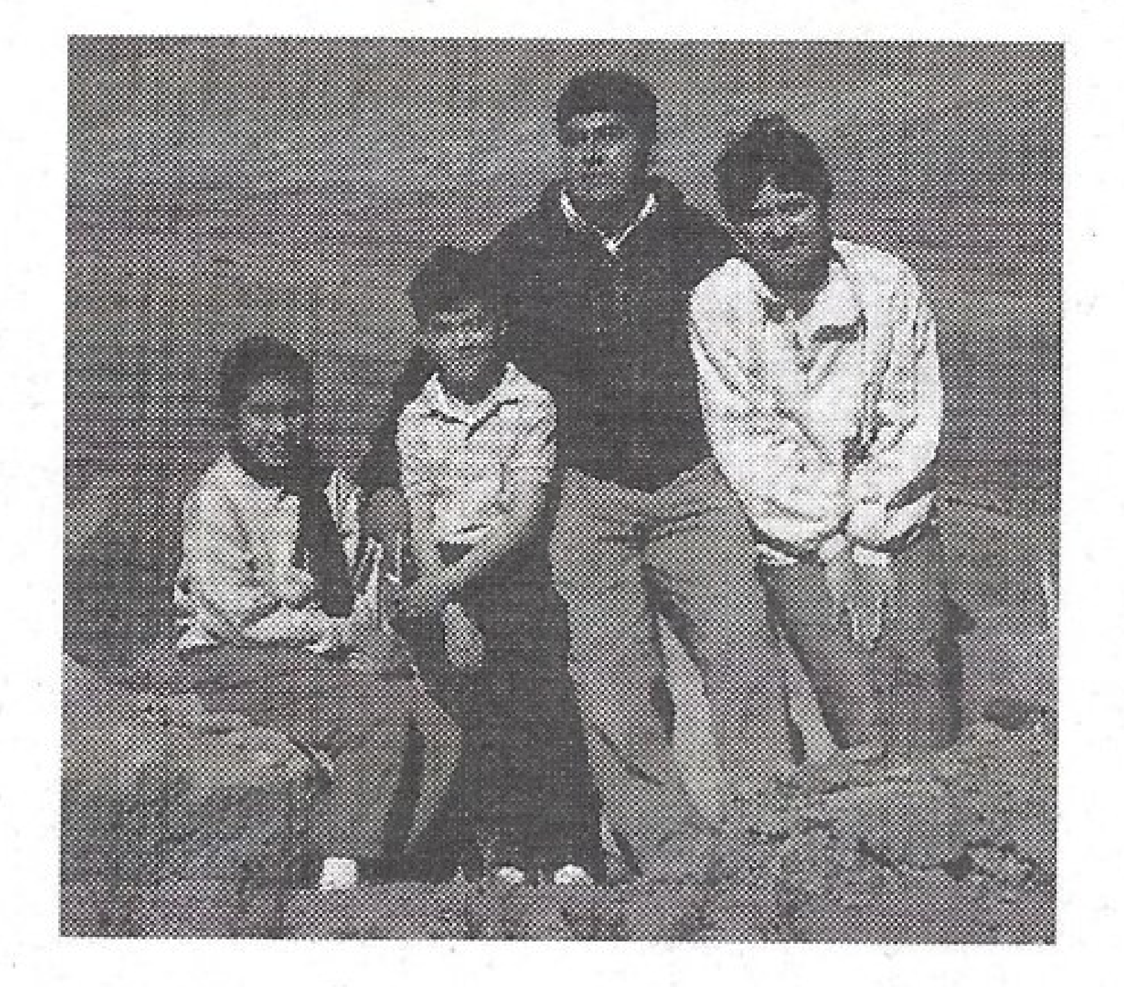
Isabelle, née le 4 septembre 1995, dans le foyer de Chantal et Gérard Sierro-Bochatay.
Leur adresse:
La Colline d'en Bas – 1981 Vex

Mariage

Pierre-Michel Pierroz, ancien volontaire FSF en RCA, et **Sonia Besson**, ancienne volontaire FSF au Cameroun, puis en RCA, le 30 septembre 1995, à Ranchal (France).
Leur adresse: 1945 Liddes

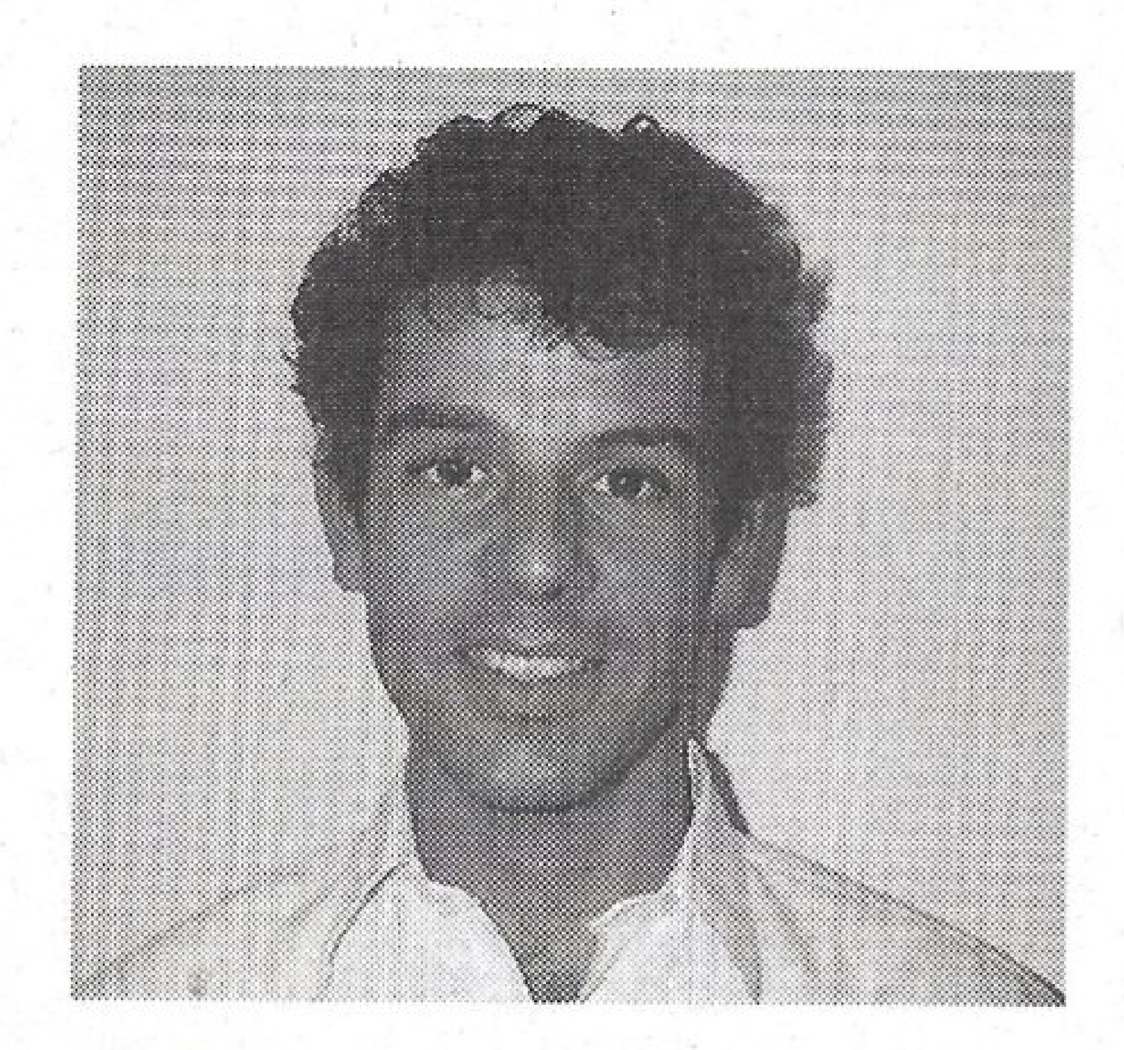
Départs

Roberto Penarrieta, animateur, est engagé depuis le 1er mars 1995, au «Centro Cultural Guarani Quechua», à Sucre/Bolivie, où il est chargé d'animation et de formation dans les cours et ateliers culturels, ainsi que de l'appui à la coordination et de l'évaluation des activités du Centre. Il est également conseiller et éducateur populaire pour l'organisation des Communautés locales.



Roberto est accompagné de son épouse Madeleine, de leurs deux enfants Nadia et Raoul. La famille vient d'accueillir Daniel.
Leur adresse:
Calle Sanchez de Hoz 200
Casilla 904 – Sucre/Bolivie

Carlo Wallnöfer, électrotechnicien, a rejoint Salvador de Bahia, Brésil, le 13 septembre 1995, pour son travail de formateur et d'orienteur professionnel dans l'organisation «Sociedade Primeiro de Maio», à Novos Alagados à Salvador. Il sera, en outre, chargé de l'appui et du soutien technique à la Direction de l'Association, ainsi que de l'accompagnement des habitants et des leaders communautaires dans leurs tâches d'organisation et de familiarisation des programmes d'informatique.



Son adresse:
c/o A.V.S.I.
Praça da Sé, 1 – Centro
Ed. Arquidiocese
40020-210 Salvador de Bahia/Brésil

Rapport du président à l'Assemblée générale 1995

Comme annoncé dans le dernier numéro, nous publions ci-après le texte du président FSF à l'Assemblée générale du 11 juin 1995, ainsi que des extraits de celui du secrétariat général.

N.d.l.r.

(...) Je me limiterai à approfondir deux thèmes:

1. Les finances

Heureux caissier qui pouvait dire en 1984: «Nous sommes arrivés au but que nous nous étions fixé: ne plus accumuler de bénéfices». Après ce temps de vaches grasses, nous sommes passés au temps des vaches maigres. Grâce à une gestion prudente toutes ces dernières années, nous ne nous trouvons pas dans la situation de certains organismes d'UNITÉ qui parlent de banqueroute possible si rien ne change rapidement.

Si, grâce aux réserves, la situation d'aujourd'hui est encore bonne, les perspectives pour ces prochaines années sont préoccupantes:

a) Il y a d'abord un passage rapide de bénéfices mirobolants, 450 000 francs en 1989, 360 000 francs en 1990, à des pertes en 1993 et 1994. La courbe est descendante.

b) Dans les négociations avec la DDA, pour le programme 1996 à 1998, la seule amélioration qu'avec UNITÉ nous sommes certains d'obtenir pour l'an prochain, c'est 100 francs par mois et par volontaire. Pour le reste, il y a blocage à 190 volontaires entre tous les organismes, c'est-à-dire au nombre actuel. Il n'y a donc pas possibilité de s'en sortir en pensant augmenter considérablement le nombre de nos volontaires. D'autre part, le financement des coordinations qui se mettent en place, ou des missions courtes, se fera sur le principe de la subsidiarité, c'est-à-dire que le mouvement devra compléter avec ses fonds propres le manque à gagner après avoir reçu les subsides DDA. D'une manière générale, c'est l'attitude actuelle de nos interlocuteurs à Berne, à la DDA: «Vous ne devez pas tout attendre de l'Etat, augmentez vos fonds propres!». L'Action de Carême, notre deuxième financeur, accuse aussi une sérieuse baisse des recettes et a fixé un plafond à sa participation financière. Pour la première fois, nous n'avons obtenu qu'un financement partiel pour l'envoi d'un volontaire. Il est à prévoir encore une diminution pour ces prochaines années car nous sommes encore au dessus du quota fixé. Il y a donc moins à attendre des financeurs habituels.

c) Et les options FSF coûtent.
   - Petit à petit nos partenaires changent. Nous avons de moins en moins de volontaires engagés dans un cadre missionnaire traditionnel, et de plus en plus collaborent avec des organismes locaux, coopératives, associations, communautés, etc. Celles-ci peuvent difficilement payer des indemnités de vie qui augmentent de jour en jour, résultat des mesures néo-libérales à la mode en ce moment. Nous devons trouver ailleurs ce que les Missions pouvaient payer, avec l'argent du Nord. Ce sont des dizaines de milliers de francs à trouver pour ne pas dire plus. A titre de comparaison, Interteam a dépensé 0 franc en 1984, 160 000 francs en 1989, 340 000 francs en 1995 (110 volontaires). GVOM n'a que deux volontaires où il y a une participation locale versée.
   - D'autres options coûtent aussi. Nous voulons des coordinations au Sud qui nous permettent de mieux connaître et appuyer nos partenaires et leurs projets.

D'élargir aussi le choix, de mieux pouvoir nous mettre à l'écoute de la voix du Sud. Les missions courtes vont dans le même sens. Assurer un suivi, après le départ du volontaire, permettre des évaluations, maintenir l'échange. Nous devrons participer au financement de ces actions, à raison de 20%, ou 15% dans le meilleur des cas.
- Nous avons encore à améliorer notre engagement en Suisse, créer un cadre pour permettre aux rentrants de s'engager ici.

Ne plus compter presqu'exclusivement que sur les seuls financeurs DDA et Action de Carême, c'est un défi que FSF devra relever. Timidement encore, nous avons pris ce tournant:
- La suppression des versements à la Commission de solidarité, réalité déjà depuis 2 ans, plus le retour progressif des fonds placés à la SCOD nous permettront de disposer de tous nos fonds pour le fonctionnement de notre organisme d'envoi de volontaires.
- Les volontaires devront aussi changer de mentalité et ne plus tout attendre d'un organisme type Manpower. Par l'intermédiaire de groupes de soutien, de réseaux d'amis et de connaissances, ils pourront, en plus de la tâche prioritaire de sensibilisation en Suisse, participer en partie à un fonds de solidarité pour indemnités de vie.
- La démarche de relation publique, entamée fin 1994 vise aussi ces deux buts. Mieux nous faire connaître pour donner plus de force à nos engagements en Suisse, et augmenter nos recettes.

Nous n'attendons pas de miracle rapidement. Nous croyons plutôt à des résultats positifs à moyen terme.

En attendant nous devrons puiser dans nos réserves, qui ont justement été instaurées pour permettre de nous adapter à des situations changeantes.

2. La surcharge de travail

Elle touche autant le secrétariat que le comité.
Je me suis amusé à calculer le temps que j'ai passé seulement dans le train de janvier à mai 1995. J'arrive à une centaine d'heures pour 25 réunions. Et tout le comité a vécu cette inflation de séances et de rencontres, avec en plus tout le temps occupé à la préparation et à la lecture des dossiers. Si nous pouvons assumer un tel engagement devenu presque envahissant, c'est bien sûr parce que nous croyons à la valeur de l'idéal FSF, mais aussi parce que nous sommes stimulés par un secrétariat qui ne compte pas ses heures supplémentaires, disponible bien au-delà de ce qu'on peut normalement attendre. Nous avons cependant atteint une limite à ne pas dépasser, si nous voulons éviter ce surmenage qui donne bonne conscience mais pas du bon travail. Choisir la solution de renforcer le personnel permanent serait la plus facile, mais en plus du coût occasionné, elle risquerait de nous emmener dans une spirale sans fin.
Avec la conclusion des négociations UNITÉ-DDA sur le programme 1996-1998 et son financement, avec l'installation des premières coordinations, nous espérons une décharge de travail au moins à ce niveau-là.

Et après 2 ans de redéfinition des concepts (quel volontariat, quel partenariat Nord-Sud? etc.), nous devons passer au temps de la concrétisation des résolutions. Il est bon de s'arrêter de temps en temps, de sortir la boussole pour contrôler sa direction et la corriger si nécessaire. Mais faire tourner 2 ou 3 fois la boussole sur elle-même ne donne pas plus d'indications. Nous avons vécu cette étape indispensable, maintenant que l'azimut est choisi, il nous faut avancer.

Extraits du rapport du secrétariat général FSF

Concernant les volontaires et partenaires

(...)
Stabilisation satisfaisante du nombre de volontaires.
Au vu des lourdes tâches assumées cette année, notamment dans le cadre d'UNITÉ, cette stabilisation renforcée est à mettre au crédit de l'équipe exécutive et des secrétaires généraux comme contribution à l'assainissement futur de notre situation financière. L'analyse fine du lien entre le nombre de volontaires, nos charges fixes et le déficit actuel est encore à faire, tandis que le volume de travail administratif a paradoxalement augmenté. Il reste par ailleurs que notre financement ne pourra se permettre à moyen terme de boîter sur cette seule jambe de bois gouvernementale...
(...)

Concernant l'administration

Le secrétariat fait au quotidien l'expérience que le volume de travail n'est pas proportionnel au nombre de volontaires, malgré nos efforts constants pour reprioriser les tâches purement opérationnelles. Sans une disponibilité militante, sans l'appui solide du comité, les permanents du mouvement auraient à mesurer souvent un certain décalage entre l'ampleur du mandat et les forces à dis-

position. Loin de se laisser confiner dans des travaux de fonctionnement, le secrétariat général a pu néanmoins donner ses impulsions à la réflexion: par exemple, sur le renouvellement statutaire, notre position particulière sur «Mission et Développement» à UNITÉ, les nouvelles coordinations et une politique cohérente des groupes de soutien.
(...)
La question de l'adéquation au cahier des charges réel des ressources en matériel et personnel reste pendante, avec la préoccupation de ne pas augmenter inutilement le pourcentage tout à fait honnête des frais administratifs (26% du chiffre des recettes globales, 22% pour salaires et charges sociales). Pour être d'ailleurs tout à fait exact, il faudrait à la fois en décompter toute la part de bénévolat militant, jamais comptabilisée, et renverser une certaine logique qui tend à ne considérer l'administration que comme frais fixes, alors que son activité est aussi productive, dans le sens d'assurer le recouvrement des demandes de volontaires par les subventions. Une manière de décharge serait par exemple de poursuivre dans la voie de mandats ponctuels à des membres actifs.
(...)

Concernant les relations extérieures

(...)
Les rencontres bi-latérales avec des organisations proches de nos options:
la rencontre des trois mouvements (IT-STM, en septembre 1994) et les comités en commun (GVOM-Eiréné, en janvier et en avril 1995) ne laissent pas encore voir des rapprochements significatifs mais peuvent en constituer l'amorce, à condition notamment de partir de nos attentes concrètes réciproques. Que ce soit la représentation à la «Plateforme Haïti» ou le suivi des activités de «Voyage-Partage» (AG de novembre 1994) dans l'organisation de courts séjours, l'intérêt principal reste dans l'interactivité et l'économie des moyens pour des buts similaires.
(...)

Concernant les engagements en Suisse et les relations publiques

(...)
On en a établi une liste chronologique qui est à disposition. Nous ne soulignons ici que les prises de position les plus marquantes:
- Lettre au Conseil fédéral sur l'assassinat de Jean-Marie Vincent (août 1994).
- Signature de l'appel «Pour une solution équitable de la dette multilatérale» (DB, septembre 1994) et lettre à l'Administration fédérale des finances.
- Lettre de protestation au Conseil fédéral sur l'affaire du Rwandais Félicien Kabuga (septembre 1994).
- Soutien du «Non aux mesures de contrainte» (Caritas, OSEO, octobre/novembre 1994).
- Appui au «Oui aux initiatives pour la paix et le désarmement» (septembre 1994 – mai 1995).
- Adhésion à la Campagne DB pour la «Déclaration sur la clause sociale» (décembre 1994).
- Lettre de protestation à la Conférence des évêques suisses sur l'affaire Jacques Gaillot (février 1995).
- Participation à la consultation sur la nomination d'un nouvel évêque dans le diocèse de Lausanne-Genève-Fribourg (lettre et questionnaire au Conseil presbytéral, avril 1995).

(...)

Comme lignes de conclusion

A lui seul et en soi, le volontariat ne pourra continuer à justifier notre existence. A l'avenir, il nous faudra réussir un double défi qui peut se combiner: viser au Nord à une part d'autofinancement pour une politique propre et poursuivre au Sud le renouvellement du volontariat, pour une plus grande proximité de partenariat avec les authentiques mouvements citoyens du Sud, avec qui nous avons tant à échanger.

Ceci implique de rénover nos pratiques avec imagination et de ne pas se laisser instrumentaliser par l'Etat comme «opérateurs à bon marché de projets de développement»: retrouver notre pleine vocation fondamentale de défendre un contrat social dans un contexte de déferlement néo-libéral, de contribuer à l'éducation civique internationale, de servir le contre-pouvoir d'une opinion publique consciente et engagée, de stimuler les forces créatives de la société civile, au Nord comme au Sud.

Une parole vraiment donnée aux volontaires de retour, une politique cohérente de coordination entre ONG vont dans ce sens, de même qu'une recherche de fonds propres qui ne nous vassalise pas à l'économie triomphante mais puise dans la formidable soif de justice des gens, par exemple dans le cercle large de nos membres à FSF.

Décidément, «Frères Sans Frontières» se doit de dépasser ses soucis matériels présents, parce que notre mouvement ne manque pas d'idéaux où continuer à projeter et concrétiser ses luttes au quotidien – ne serait-ce que pour l'avenir des enfants, d'ici et de là-bas.

Automne, feuilles vertes et espoir

Alors que les dernières feuilles de l'automne tombent doucement au gré du vent, nous n'avons pas attendu l'arrivée des nouvelles pour déjà vous en envoyer une toute neuve que vous recevez avec ce journal.

Sa forme rectangulaire un peu rébarbative n'est qu'apparence, elle est riche d'espoirs:
- espoir de nous sentir soutenus dans notre travail;
- espoir de pouvoir assumer les engagements pris au Sud et chez nous.

Grâce à votre appui, ce sont entre autres des enfants qui auront accès aux soins de base, des femmes qui suivront une formation, des agriculteurs qui pourront semer des graines, des handicapés dont la vie quotidienne sera moins lourde, des arbres replantés, des taudis plus accueillants, des requérants d'asile accompagnés en Suisse. Nous pourrons ainsi maintenir nos liens de solidarité avec huit pays dans lesquels nous sommes présents: Cuba, Haïti, le Nicaragua, le Salvador, le Costa Rica, la Bolivie et l'Uruguay.

Alors grâce à vous, notre feuille prendra elle aussi plein de couleurs.

Vous désirez et nous le souhaitons:
- soutenir plus particulièrement un projet;
- obtenir des informations détaillées;
- vous impliquer personnellement.

N'hésitez pas et prenez contact avec nous.

Francis Monot
responsable des finances

Quelques notes prises dans une lettre d'André Kohli après son retour au Costa Rica.

«...Ici depuis plusieurs mois, il y a passablement de problèmes depuis que le gouvernement se plie aux conditions de FMI. L'inflation est galopante, beaucoup de grèves dans tous les secteurs publics. Les écoles ont été en grève 6 semaines, du jamais vu depuis 50 ans. Beaucoup de manifestations, de plus en plus souvent violentes, même le président a été agressé déjà plusieurs fois. Costa Rica qui semblait un pays assez tranquille, n'échappe pas à l'influence néo-libérale. Il semble que tous ces faits aient réveillé pas mal de gens...»

Quelques échos du week-end GVOM – 9/10 septembre
Chalet du CAS au Col des Rangiers

Première nouvelle importante, la naissance de Charlotte, la fille de Béatrice, notre coordinatrice. Bienvenue!

Moments forts de ces deux jours, les témoignages et expériences rapportées par Ruth Grossenbacher, volontaire au Nica, Liliane Dubois volontaire en Bolivie, Liliane Fazan volontaire en Uruguay et Micheline Wanzenried volontaire au Nicaragua. Elles repartent toutes, la première pour poursuivre son engagement à Esteli, dans une institution destinée à la production de plantes médicinales et préparations réalisées à partir de ces plantes. La seconde pour l'animation de villages (bibliothèques, jardins potagers, radio locale). La troisième pour un travail de développement à la base avec la gestion d'un fonds de prêts tournant, la quatrième repart cette fois pour reprendre des études à l'Uni de Managua.

Nous avons tenté de faire le bilan de nos activités de l'année. Constat: l'engagement des membres est de plus en plus réduit! Les nombreuses réunions avec UNITÉ (organisme reliant les ONG concernées par le développement sur le plan suisse qui règle les relations avec la Confédération [DDA]), prennent beaucoup d'énergie souvent aux mêmes personnes. De plus, des contacts avec Eiréné et FSF que nous désirons maintenir. Nous avons trouvé une formule de travail direct avec Eiréné, des coordinations communes et nous allons réduire notre participation systématique avec UNITÉ pour éviter d'amplifier l'essoufflement des membres actifs.

Et nous vous invitons à vous poser la question d'un possible soutien actif de votre part dans nos différentes activités. Faites-vous connaître...

Jean Parrat

Premières impressions d'un volontaire

par Gilbert Zbaeren

Une formation, une réflexion, une consultation, un choix de poste, une décision, puis suivent toutes les démarches administratives et... enfin le départ.
L'arrivée au poste est toujours un moment intense. De nouveaux visages dans un nouvel environnement, une nouvelle langue, un nouveau paysage, de nouvelles odeurs, une nouvelle culture... des éléments qui marquent les premiers contacts et enrichissent le parcours du volontaire.
Premières impressions de Daniel Jeanneret, volontaire Eiréné-MCC à Désarmes, Haïti.

Désarmes, le 9 septembre 1995

Je vais bien. Je suis un peu sur-occupé ces temps parce que mon collègue est parti pour un congé de deux mois. Je suis donc seul à travailler sur le projet de reboisement, enfin pas tout à fait, MCC emploie une personne à plein temps et une autre à mi-temps.

Pour le moment, nous avons cinq pépinières et nous devons en ajouter encore treize. Nous passons notre temps à visiter des associations paysannes qui pourraient être intéressées. C'est très intéressant et je regrette que mon créole ne soit pas meilleur. Nous devons installer des pépinières dans les montagnes. Comme il n'y a pas de route, je me déplace à pied. Nous avons une série de villages à explorer qui se trouve à deux ou trois heures de marche de la route. Une autre série de hameaux plus haut dans la montagne où il faut entre quatre et cinq heures de marche. Bien entendu ces temps de déplacement sont pour un trajet jusqu'au village. Il faut aussi compter le retour. Pour éviter la chaleur, nous partons vers 5 heures du matin pour les villages proches et 3 heures du matin pour les villages les plus éloignés.

Nous avons aussi des projets de silos collectifs. Comme nous arrivons dans la période de récolte du maïs, nous avons organisé et fait une série de séminaires avec les personnes concernées.

Une association du coin m'a demandé de l'assister pour le développement d'une banque coopérative. Ses activités seront orientées dans le domaine de l'épargne et du crédit. Il y a encore deux petits projets en gestation dont je ne parle pas encore.

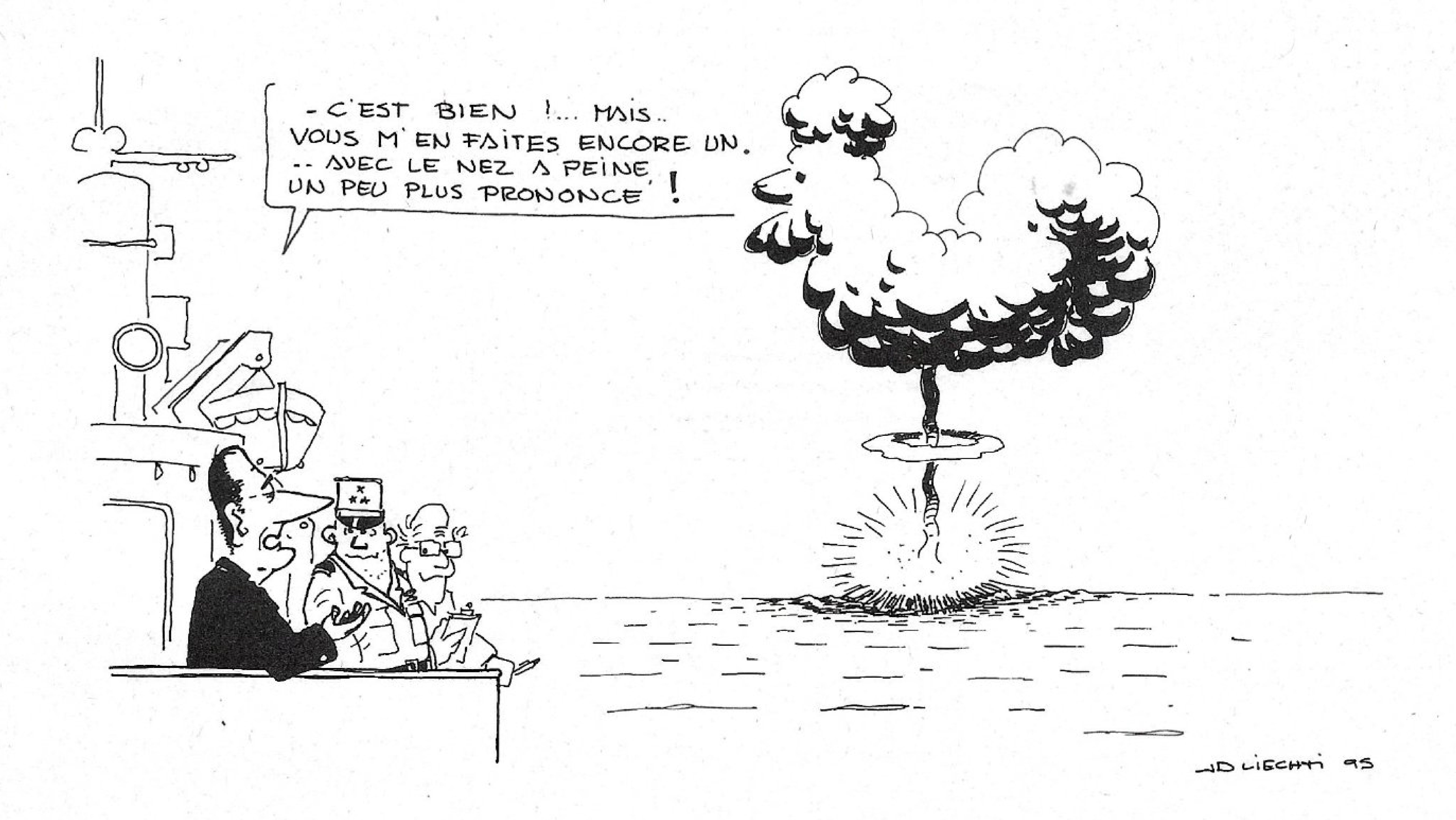
La vie à Désarmes? Désarmes est un gros village perdu dans la verdure des manguiers, des cocotiers, des leucenas, des palmistes, des papayers, nyms, etc. La population, estimée à 25 000 habitants, est essentiellement paysanne. Aisée si elle possède des terres irrigables et moins aisée si son jardin (environ un hectare) est situé sur des terres sèches. Ce qui détermine le mot aisé est cependant relatif, il va dépendre de la taille de la famille, de son endettement et du marché des récoltes. Pour décrire la vie à Désarmes, il faut plutôt commencer par faire la liste de ce qu'il n'y a pas:
pas de poste (donc pas de douce lettre!), pas de téléphone (personne ne laisse d'appel sur mon répondeur), pas d'électricité (j'apprécie mon panneau solaire, un peu moins les nuages), pas de cinéma (le cerveau et la mémoire sont une merveilleuse salle de cinéma, cependant on s'aperçoit que l'existence ne s'est pas toujours déroulée sur un écran géant), pas de télévision publique, ni privée d'ailleurs (je ne vois plus les horreurs de la guerre, ne suis pas au courant de l'énorme cyclone en préparation du côté de Porto Rico et ne suis pas au courant des dernières vacances du président Clinton), pas de bistrot (ça c'est grave! Cela pourrait être un projet de développement Eiréné), pas de théâtre (donc pas d'expressions artistiques), pas d'autobus (la route départementale est si horrible que les transports en commun sont assurés par de petites camionnettes ou camions quand ils veulent bien passer ou venir jusque là (prendre l'un ou l'autre n'est pas un sport évident, les attendre est une bonne préparation à la vie monastique et une introduction à la contemplation. A la rigueur, on peut se refaire son bronzage), pas de banques (pour un Suisse, c'est grave!).

Ce qu'il y a à Désarmes:
plus de vingt églises (toutes les dénominations différentes. les prochaines guerres en Haïti. seront des guerres de religion). un terrain de football en pente. des boutiques (genre épicerie offrant en général ce que tu n'as pas besoin). en tout cas trois à cinq bureaux de pari et de loto. une boutique de tailleur. des menuisiers (tous font des cercueils. on peut mourir en paix). pour les communications vers le monde extérieur. j'ai une radio (je capte et émets beaucoup de parasites. Depuis la dernière tempête tropicale qui a arraché mon mat de huit mètres et le toit de la petite maison où mes prédécesseurs l'avaient imprudemment amarrée. j'ai installé l'antenne dans un arbre. Je reçois cinq sur cinq. mais personne ne m'entend sauf de temps en temps un autre volontaire à cinquante kilomètres de là). J'ai aussi une radio avec ondes courtes où Radio suisse internationale me donne chaque jour le temps qu'il fait chez vous. Je trouve qu'il pleut beaucoup sur les reliefs!

Je ne regrette pas d'avoir pris beaucoup de livres. à cause de ça j'avais une surcharge maximale qui m'a coûté cinquante dollars. J'ai assez le temps pour faire connaissance avec mon entourage. Pour le créole. ça va à peu près. je le comprends plus que je ne le parle. Quand je dis que je comprends. je devrais être prudent. Si je comprend parfaitement ce que l'on raconte à la radio. j'ai découvert avec effroi que je ne comprenais presque pas les gens de la montagne.

Merci pour les P.V. et autres informations. je les apprécie beaucoup. Par les deux dernières années passées à l'université. j'ai été abreuvé à satiété d'informations dans tous les domaines possibles. L'accès facile à l'information me manque. La radio donne des nouvelles mais informe peu. il faut perdre beaucoup de temps pour avoir des renseignements intéressants.

Dommage que le Conseil national ait dû renoncer à dénoncer les essais nucléaires en Chine et en Polynésie polynésienne... A cause de quelques voix. Dommage que les aspects économiques et politiques retiennent plus que les risques que représentent la prolifération nucléaire... Parfois certains devraient être un peu irradiés pour refaire démarrer leur cerveau (peut-être même leur cœur) vers la vie... Idem pour les mines antipersonnelles... ***G. Z.***



MALVILLE C'EST :

- 10 ans de pannes et d'incidents...
- 48 heures seulement de production électrique au cours de ces 5 dernières années.
- une centrale qui peut exploser comme une bombe ou.....comme Tchernobyl
- des variations de réactivité dangereuses et inexpliquées dans son prototype, le réacteur Phénix, entre autres problèmes non résolus.
- une expérience dangereuse, inutile et coûteuse de plus en plus largement critiquée
- un redémarrage qui viole la promesse électorale de Chirac de soumettre cette décision à une commission indépendante.
- dernier pépin de l'oiseau de malheur:le 4 septembre, une explosion dans le cicuit vapeur-provoquée par un défaut électronique met la centraleà l'arrêt pour quelques jours et ce, seulement 12 ou 13 jours après son re-re-re-re-démarrage!!!!!!
- Chi-Chi nous offre la formation d'une commission d'experts indépendants dont l'avis serait rendu à .....mi-96!!

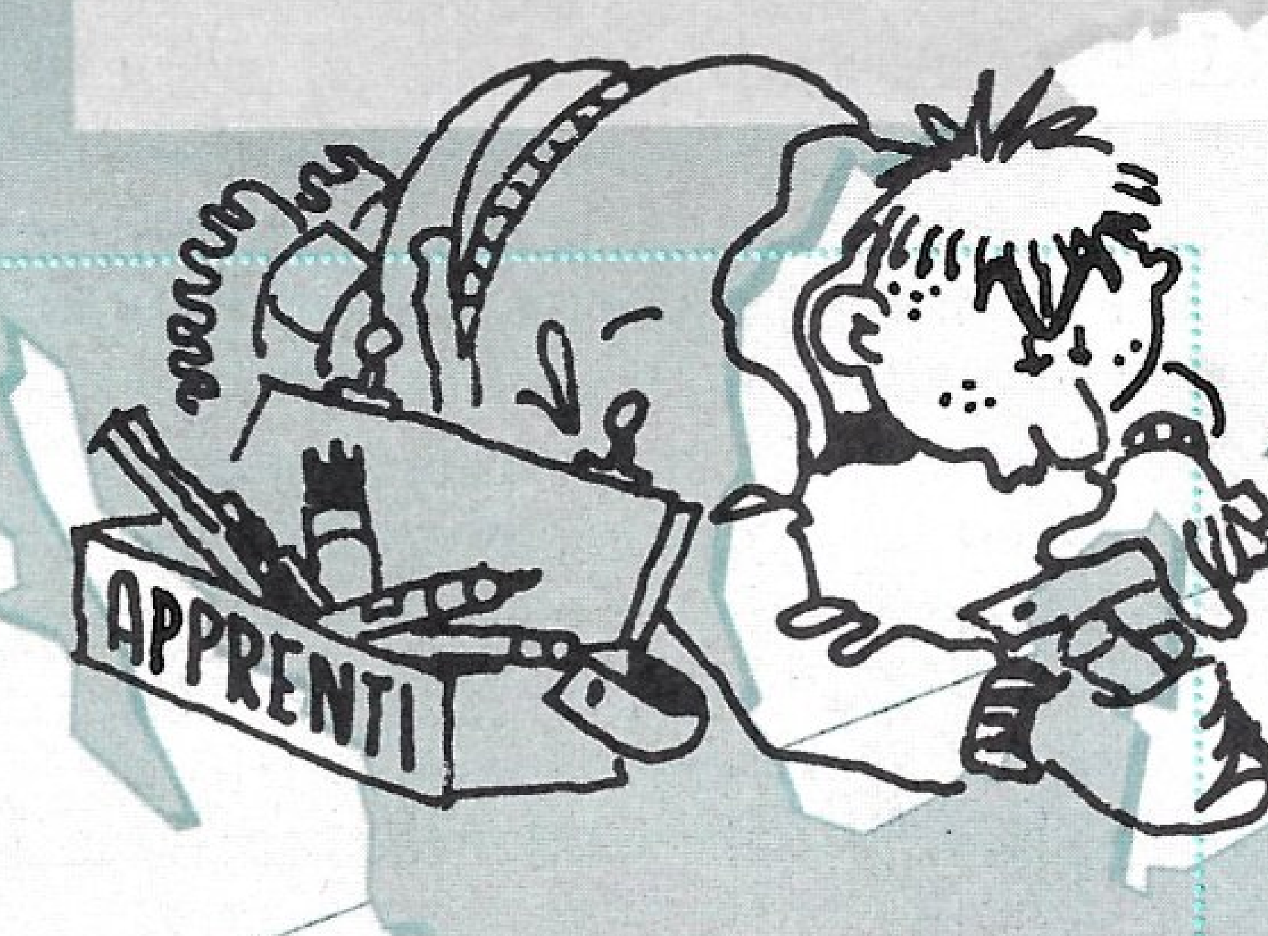
MORUROA C'EST:

- des dangers évidents pour l'environnement (atoll fissuré,dépot de déchets radioactifs, fuite d'éléments radioactifs à plus on moins longs termes, etc,,) et la population (pollution radioactive entraînant une augmentation des cancers et leucémies suite aux essais atmosphériques.)
- un encouragement à la prolifération et à la relance de la course aux armements atomiques (dont ont immédiatement profité les dirigeants chinois!)
- le développement de nouvelles armes miniaturisées qui banaliseront le recours à la bombe atomique.

Face aux protestations mondiales, à un boycott international qui grandit, au soulèvement populaire en Polynésie, Chirac doit tenir compte de notre voix et de l'ampleur de notre opposition au complexe militaro-industiel de la France!!! **CS**

Ne nous laissons pas avoir, augmentons la pression!!

(Source: bulletin trimestriel de l'association CONTRATOM)



Rédaction
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580-2

FSF
Frères sans frontières
Case postale 129
CH-1709 Fribourg
CCP 17-7786-4

GVOM
B. Faidutti-Lueber
R. Henri-Mussard 6
1208 Genève
CCP 10-20968-7

GVOM
~~«La Joliette»~~
~~Chemin des Bolets~~
~~CH-2013 Colombier~~
~~CCP 10-20968-7~~

éiréné
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse CP 2262
CH-2302 La Chaux-de-Fonds
CCP 23-5046-2

Changement d'adresse
prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

«Interrogation» parait huit fois par année
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression:
Imprimerie Glasson SA – Rue de la Léchère 10 – CH-1630 Bulle

JAB – 1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE